



Vu pour être annexé à la délibération
du conseil communautaire n°2026- 62
en date du 12/02/2026

Fait à Montreuil-sur-Mer

Le Président



Bruno COUSEIN

Plan Local d'Urbanisme

Commune Etaples-sur-Mer

Modification simplifiée du PLU

Evaluation environnementale



Modification simplifiée Plan Local
d'Urbanisme de la ville d'Etaples-
sur-Mer (erreur matérielle)

AUTO-EVALUATION

Mars 2025

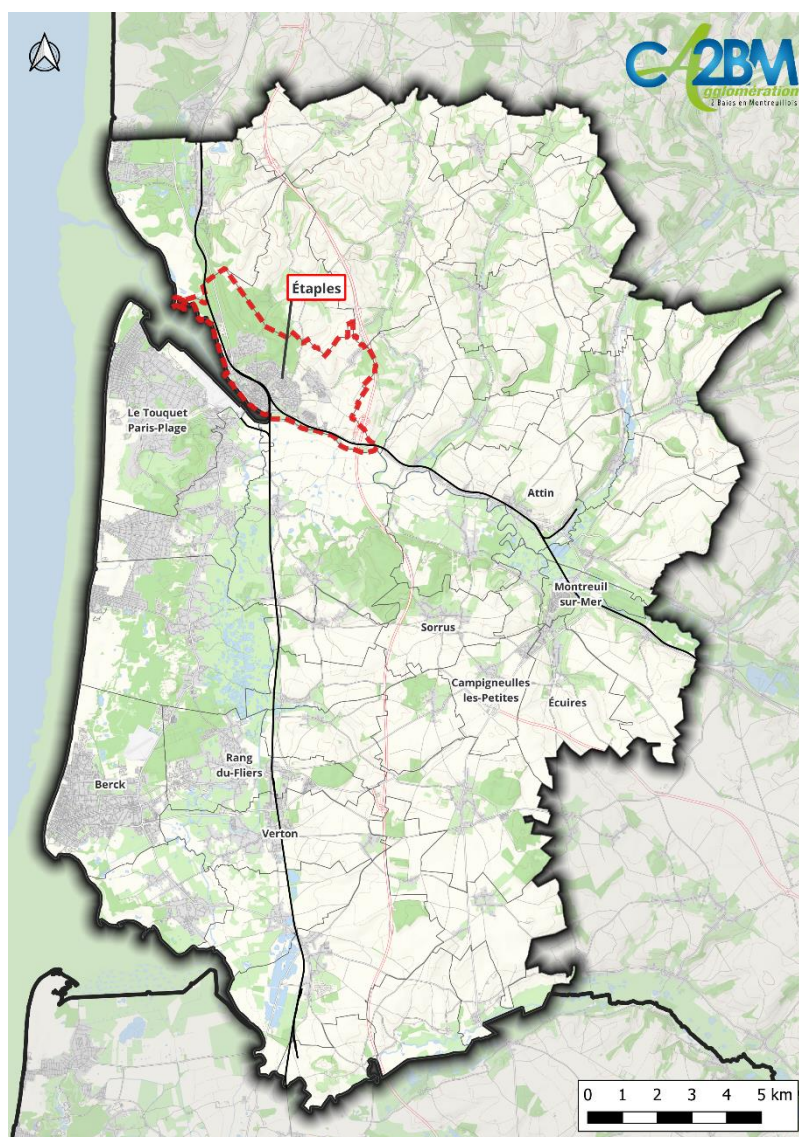
Préambule :

- **Contexte communal et intercommunal :**

La ville d'Etaples appartient à la Communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois (CA2BM), laquelle se compose de 46 communes pour un total de 65 760 habitants (sources INSEE 2021). La Communauté d'agglomération a été créée le 1er janvier 2017, elle est issue de la fusion des 3 Communautés de Communes suivantes : Opale Sud, Mer et Terres d'Opale (dont la commune de Lefaux est issue) et du Montreuillois.

Le territoire communautaire s'étend sur 409,1 km² pour une densité de population d'environ 160,7 habitants au km², ce qui en fait un territoire globalement rural, bien qu'il existe une dualité urbaine en façade maritime plus densément peuplée, et un arrière-pays rural à l'identité agricole prononcée.

Le territoire bénéficie néanmoins d'une attractivité économique importante par le biais notamment de son rayonnement touristique, des activités du secteur tertiaire et du secteur de la santé.



Représentation de la ville d'Etaples-sur-mer au sein de la CA2BM

La ville d'Etaples se situe dans le département du Pas-de-Calais et compte 10 930 habitants selon les données INSEE de 2021. Elle est la deuxième commune la plus peuplée du territoire de l'agglomération et constitue un des pôles urbains majeurs du territoire intercommunal avec Berck-sur-Mer et Montreuil-sur-Mer.

La commune est couverte par un plan local d'urbanisme approuvé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 14 décembre 2017 et modifié le 19 mai 2022. Le territoire communal, tout comme celui de l'agglomération de la CA2BM, est couvert par le Schéma de Cohérence Territorial de Pays Maritime et Rural du Montreuillois. Par ailleurs, la CA2BM a entrepris une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal intégrant un volet Habitat, sur son périmètre intercommunal prescrit par délibération du conseil communautaire en date du 6 avril 2017.

Dans le cadre actuel, les documents d'urbanisme opposables sur le territoire de la CA2BM peuvent ainsi évoluer afin d'adapter certaines de leurs pièces pour permettre la réalisation de certains projets. Au demeurant, l'évolution des documents d'urbanisme en vigueur se doit de suivre une logique de prise en considération des enjeux dégagés au projet intercommunal. Afin d'apparaître cohérent avec le droit actuel et le projet intercommunal à venir, il s'agit d'ores et déjà d'illustrer l'intention d'aller dans le sens des objectifs recherchés.

- **Objectif de la procédure :**

La procédure de modification engagée a pour objet de corriger une erreur matérielle dans le règlement graphique, passage de la parcelle ZB 323 de la zone 2AUe en UE.

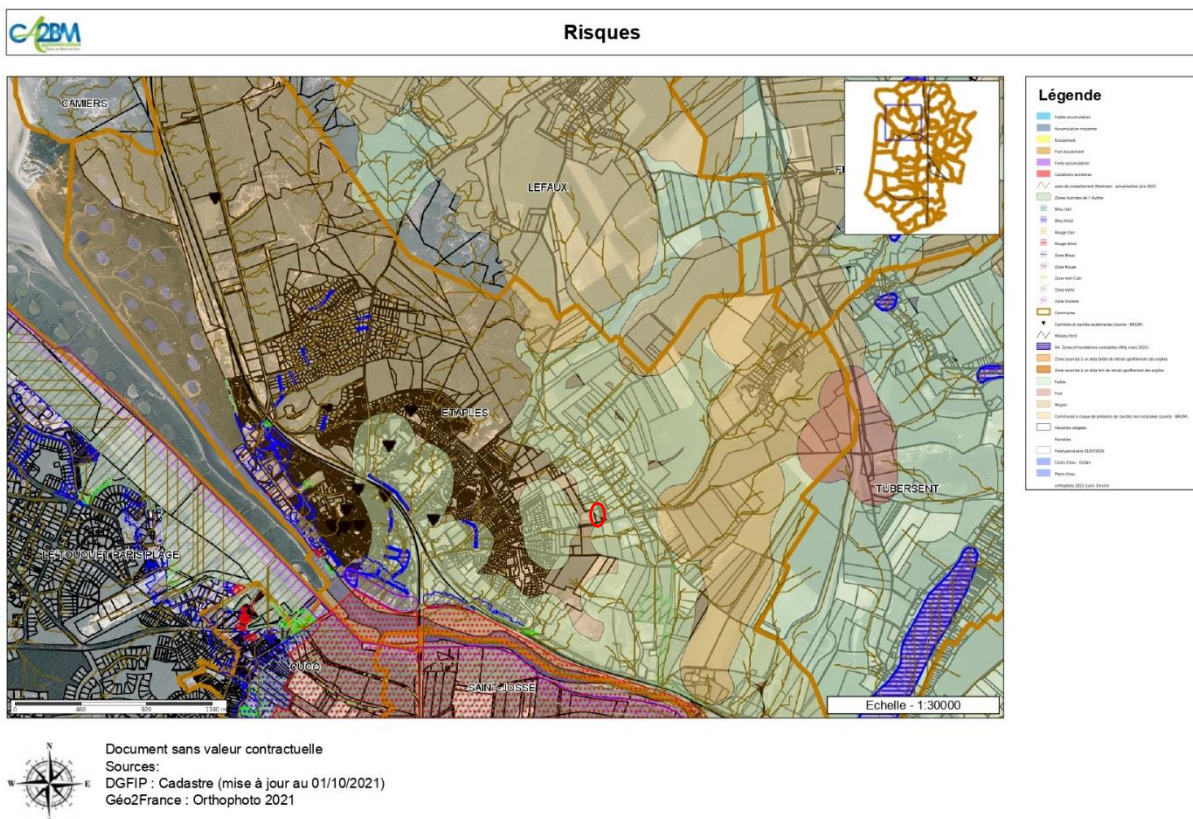
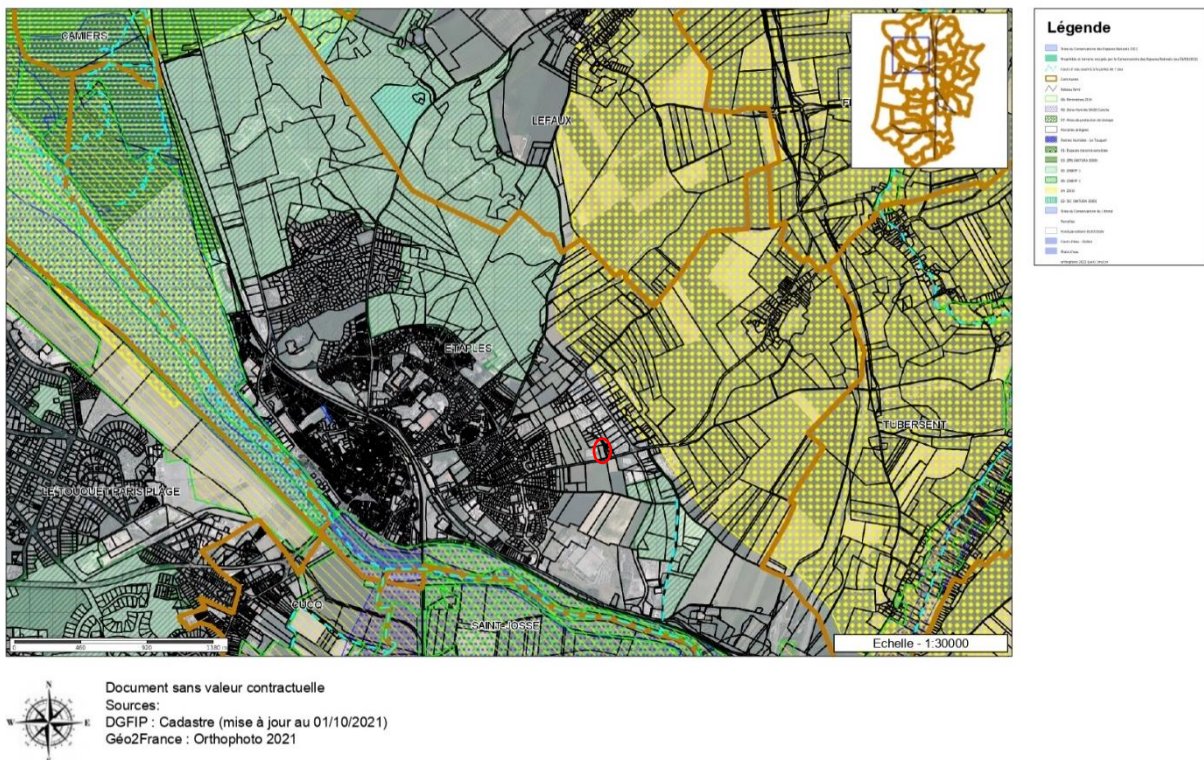
Auto-évaluation


La procédure de modification en objet ne génère pas de consommation foncière d'espace agricole ou naturel à vocation d'habitat ou d'activités, la parcelle est en zone 2AUe, elle a déjà vocation à être urbanisé. Le changement de zonage est la correction d'une erreur matérielle intervenue lors de la déclaration de projet (DP) emportant mise en compatibilité du PLU et du SCoT, approuvée le 14/12/2017.

Type d'impacts	Description du type d'incidences sur l'environnement (nulle, faible, moyen, fort)	Estimation de l'ampleur des incidences
Sur les milieux naturels	Incidence nulle	La modification du règlement graphique n'entraîne entrainent aucune incidence sur l'environnement. Le terrain est identifié comme une pâture mésophile et ne présente pas de traces d'hydromorphie particulière dans sa végétation.
Sur les milieux agricoles	Incidence minime	La parcelle ZB 323 est une prairie permanente identifiée au registre parcellaire graphique (RPG) 2020, mais celle-ci n'est plus loué. La parcelle est connectée à un espace urbanisé : la zone économique du Valigot. Ce changement de zonage représente une surface minime (0.3 ha), sur une surface non exploitée.
Sur les zones humides	Incidence nulle	Non concerné
Sur l'eau potable	Incidence nulle	Non concerné
Sur la gestion des eaux pluviales	Incidence nulle	Non concerné
Sur l'assainissement	Incidence nulle	Non concerné
Sur le paysage et le patrimoine bâti	Incidence nulle	La correction de l'erreur matérielle n'a aucun impact négatif sur le paysage. En effet la parcelle est une dent creuse, entourée de construction et à proximité immédiate d'une zone économique.
Sur les déchets et sols pollués	Incidence nulle	Non concerné
Sur les risques et nuisances	Incidence nulle	Non concerné
Sur l'air, l'énergie et le climat	Incidence nulle	Non concerné

La modification projetée ne présente pas d'impact négatif sur l'environnement.

Cartographies des enjeux environnementaux (espaces naturels et risques) de la ville d'Etaples-sur-Mer



	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

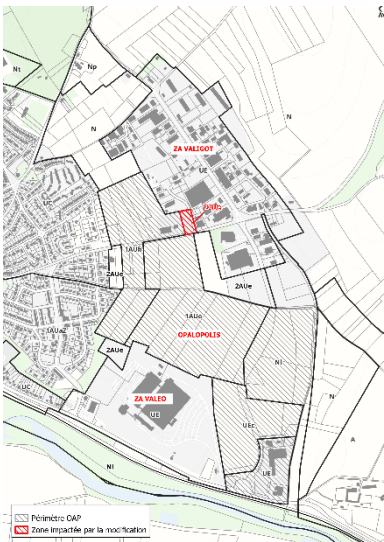
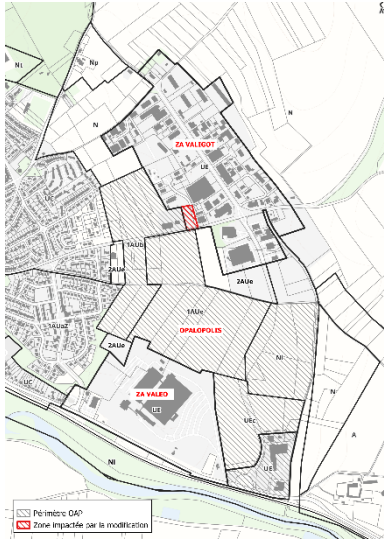
En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois
SIRET/SIREN
20006902900011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
11-13 place Gambetta 62170 Montreuil-sur-Mer
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Bruno COUSEIN – Président de la CA2BM
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Sandrine QUINBETZ - Directrice planification urbaine
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
s.quinbetz@ca2bm.fr

<h2>2. Identification du PLU</h2>	
<h3>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</h3>	PLU
<h3>2.2 Intitulé du document</h3>	PLU d'Étaples
<h3>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</h3>	PLU communal approuvé le 16 décembre 2015. Il a été mis en compatibilité le 14 décembre 2017, modifié le 19 mai 2022. Le site internet intercommunal : https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/PMba5KLjTfNCdep
<h3>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</h3>	Commune d'Étaples
<h3>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</h3>	<p>La procédure de modification engagée a pour objet de corriger une erreur matérielle dans le règlement graphique, passage d'une parcelle de la zone 2AUe en UE (parcelle ZB 323).</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: flex-end;"> <div style="text-align: center;">  <p>Zonage actuel</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>Modification envisagée</p> </div> </div>
<h2>3. Contexte de la planification</h2>	
<h3>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</h3>	Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<div style="display: flex; align-items: center;"> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div>	
Si oui, nom du document et date d'approbation :	
SRADDET des Hauts-de-France 4 août 2020	
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?	

<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Pays Maritime et rural du Montreuillois, approuvé 30/01/2014, mis en révision.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Artois-Picardie, PGRI Artois-Picardie, SAGE de la Canche PCAET en cours d'élaboration

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Avis de la MRAE du 19 décembre 2016 n° 2016-1365 portant sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du SCoT du Montreuillois. L'avis demande des compléments à l'étude environnementale menée. Une note technique et un résumé non technique ont été produits en réponse.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Procédure de modification de droit commun du PLU (avis MRAE n°2021-5881) concluant à la non soumission à évaluation environnementale du projet.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Procédure de modification approuvée le 19/05/2022 et portant sur des modifications portées au règlement écrit :

- Précision des modalités de réalisation des garages souterrains
- Modification relative à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum
- Précision d'une règle relative au niveau de la dalle du rez-de-chaussée
- Adaptation des règles régissant le stationnement
- Adaptation des règles de clôtures
- Rappel et précision des dispositions du PPRL

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée en vertu de l'article L153-45. L'objectif de la procédure est la rectification d'une erreur matérielle.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

10 930 habitants (2021).

4.2.2 Caractéristiques spatiales :

Superficie totale (en hectares)	1243.16 Ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	346.50	27.87%	346.84	27,90%
zones 1 AU	56.96	4.58%	56.96	4.58%
zones 2 AU	6.56	0.53%	6.22	0.50%
zones A	83.55	6.72%	83.55	6.72%
zones N	749.59	60.30%	749.59	60.30%
Total	1243.16	100%	1243.16	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le projet de territoire approuvé en décembre 2015 prévoyait une croissance démographique d'environ 590 habitants supplémentaires à échéance 10 ans (2025). Les besoins en nouveaux logements sont estimés à 30 logements neufs par an. A noter que le rapport de présentation, actualisé dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avait actualisé ces données de la manière suivante : scénario SCoT avec + 922 habitants sur 10 ans (+1,75%/an de croissance de population) et un besoin de 553 logements sur 10 ans (soit 55 logements/an).

En termes de maîtrise foncière, la consommation envisagée à 10 ans (hors densification) est de 5% de la surface urbanisée (hors dents creuses) à vocation de logements et 28% à vocation économique contre 19.5% depuis les 10 dernières années (à compter de 1997): environ 2 ha en extension urbaine et 8 ha à vocation économique

A noter que le rapport de présentation, actualisé dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avait actualisé ces données de la manière suivante : réduction des emprises des zones d'extension d'activités antérieures, passant de 108 Ha à environ 47,5 Ha. Une densité minimale de 28 logements/ha est prévue dans les zones d'extension.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

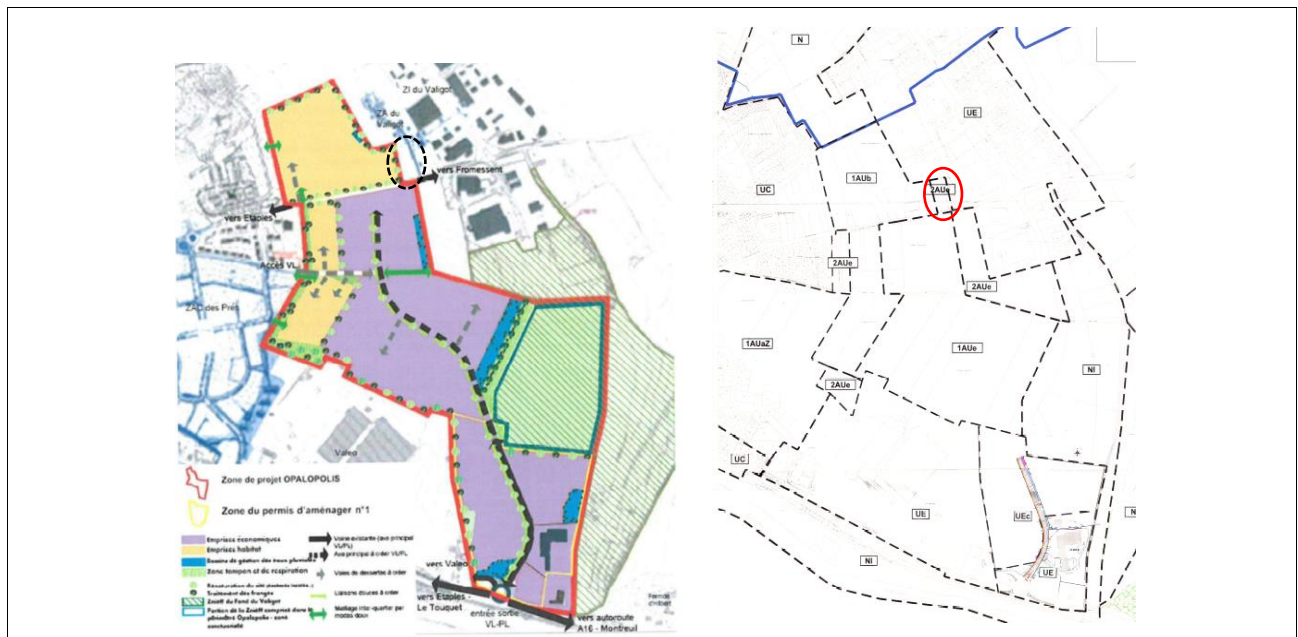
La procédure de modification simplifiée du PLU d'Etaples vise à corriger une erreur matérielle dans la règlement graphique (passage de la parcelle ZB 323 de la zone 2AU en UE).

L'OAP existante sur le secteur a été revue, en prenant en compte le nouveau périmètre opérationnel (excluant la parcelle ZB 323 de l'OAP) suite à la Déclaration de projet.

Une évolution du zonage a transformé les zones 1AUe en zone 1AUe et 1AUb. La parcelle ZB 323 n'est plus dans le périmètre de l'OAP, et n'a pas subi de changement de zonage, elle est toujours en zone 2AUe.

Actuellement le règlement écrit de la zone 2AUe renvoie à l'OAP. Or, l'OAP ne couvre plus cette parcelle, elle n'a donc aucune règle.

La parcelle ZB 323, en zone 2AUe fait face à une erreur matérielle, il est aujourd'hui nécessaire d'appliquer un zonage adéquat à cette parcelle.



4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La parcelle ZB 323 de 0.3 hectare est actuellement située en zone 2AUe (aménagement d'une future zone à usage d'activités), mais elle ne fait plus partie de l'OAP.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

/

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet : LA PROCEDURE N'EST PAS CONCERNEE
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) : LA PROCEDURE N'EST PAS CONCERNEE			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur : LA PROCEDURE N'EST PAS CONCERNEE			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
/			
5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Etaples est une commune littorale au sens de l'article L321-2 du code de l'environnement.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site inscrit au titre de la Directive Habitat « Estuaire de la Canche, dunes Picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen » Site inscrit maritime « Baie de la Canche et couloir des trois estuaires ».

Annexe II

			Site inscrit au titre de la Directive Oiseaux « Estuaire de la Canche »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réserve naturelle nationale Baie de Canche
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Servitude AC 2 sites et monuments naturels inscrits Servitude AC 3 réserve naturelle volontaire Dunes d'Etaples et route touristique n°940
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention des risques littoraux (PPRL) du secteur du Montreuillois Plan de prévention des risques naturelles inondation (PPRN) Vallée de la Canche Présence en outre de secteurs identifiés par l'atlas des zones inondables (AZI) du Pas-de-Calais en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Présence de 11 anciens sites industriels et activités de service Présence de 1 site industriel
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZPPAUP identifié en secteur UAa au plan de zonage
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cimetière militaire Hôtel Souquet-Marteau Objet classé armoiries sculptées sur la façade de la Maison de l'échiquier
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides identifiées par le SAGE de la Canche aux abords de la Canche et dans les Dunes de Camiers. Présence également de zones à dominante humides du SDAGE Artois Picardie sur les mêmes emprises que les zones humides.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRCE identifie sur la frange sud du territoire des espaces fluviaux à renaturer le long des cours d'eau correspondant au courant de Coutiches. Des espaces à renaturer de type bandes boisées sont également recensés à l'Ouest du territoire. Des corridors biologiques (forêts et zones humides) traversent le Sud de la commune. Bouvignies comportent des réservoirs de biodiversité au Sud, ceux-ci correspondent notamment au bois de Bouvignies et aux zones humides. Par ailleurs, la Trame Verte et Bleue régionale identifie un corridor biologique ainsi que des espaces cœur de nature et des espaces naturels relais sur la frange sud de la commune.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Etaples recense plusieurs ZNIEFF. ZNIEFF type 1 : - Dunes de Camiers et Baie de Canche ZNIEFF type 2 : - La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin

Annexe II

			ZICO Estuaire de la Canche ZICO Plateaux agricoles des environs de Frencq
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espace naturel sensible du département Le Blanc de Lornel, les dunes, les garennes, le bois de Rombly.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les principaux boisements de la commune, tel que le bois de Bouvignies, ont été placés comme espaces boisés classés.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible à fort - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Zones identifiées à l'atlas des zones inondables (AZI) en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort) - Présence de cavités souterraines - Risque sismique très faible - Risques engins de guerre - Risque transport de matière dangereuse (gaz) - Espaces boisés classés au titre du L113-1 - Espaces boisés classés littoraux - Axe terrestre bruyant voie ferrée Longueau-Boulogne - Servitude T1 relative aux chemins de fer - Servitude T5 aéronautique de dégagement

			<ul style="list-style-type: none"> - Servitude I3 canalisation de transport de gaz - Servitude I4 ligne ou canalisation électrique HT - Servitude A8.1 interdiction de fouille dans une bande de 200m à partir de la laisse de haute mer - Servitude AS1 protection des captages d'eau potable - Servitude AC1 relative aux Monuments Historiques inscrits : cimetière militaire - Servitude AC2 relative à la protection des sites et monuments naturels inscrits - Servitude AC3 réserve naturelle volontaire - Servitude AC4 ZPPAUP - Servitude INT1 emprise des cimetières communaux - Servitude INT2 protection des cimetières militaires - Servitude EL9 passage des piétons le long du littoral - Servitude PT1 protection des centres radioélectriques contre les perturbations électro-magnétiques - Servitude PT2 protection radioélectrique contre les obstacles
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone UE et secteur UEc situé hors de la bande des 100m, hors des espaces proches du rivage et hors des espaces naturels remarquables. Le terrain est situé dans le secteur urbanisé à vocation économique des zones Opalopolis et Valigot.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de périmètre de servitude sur les terrains pollués, aucun site CASIAS sur le territoire communal.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Risque sismique très faible - Servitude T5 aéronautique de dégagement - Prairie permanente (registre parcellaire graphique RGP 2020)
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites Natura 2000 sont éloignés. Ils se situent au Nord Ouest du territoire.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain est éloigné de la réserve naturelle nationale identifiée en frange Nord-Ouest du territoire
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Ces éléments ne figurent ni sur le terrain ni à proximité de ce dernier.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZPPAUP est éloigné du terrain. Il s'agit de la zone UAa, reprenant la partie centre-ville d'Etaples.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Ces éléments ne figurent ni sur le secteur du terrain ni à proximité de ce dernier.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides du SAGE et des zones à dominante humide du SDAGE sont situées à proximité des secteurs UE et UEc. Ces zones humides et à dominante humide sont situées aux abords de la Canche.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sont identifiés à proximité du terrain : <ul style="list-style-type: none"> - Espaces à renaturer : bocages et zones humides - Corridors écologiques fluviaux
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sont situés à proximité du terrain : <ul style="list-style-type: none"> - ZNIEFF type 2 : La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin. En vis-à-vis du secteur économique, de l'autre côté de la voie ferrée - ZICO Plateaux agricoles des environs de Frencq. Sur la frange Nord-Est du territoire, voisin à la zone du Valigot.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cet élément ne figure ni sur le secteur du terrain ni à proximité de ce dernier.
D'un espace concerné par :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un espace boisé classé au titre du L113-1 du code de l'urbanisme se situe à proximité du terrain. Il est classé en zone agricole, aux abords d'une exploitation agricole (ferme d'Hilbert).
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible à fort - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Zones identifiées à l'atlas des zones inondables (AZI) en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort) - Présence de cavités souterraines - Risque sismique très faible - Risques engins de guerre - Risque transport de matière dangereuse (gaz) - Axe terrestre bruyant voie ferrée Longueau-Boulogne - Servitude T1 relative aux chemins de fer - Servitude T5 aéronautique de dégagement - Servitude I3 canalisation de transport de gaz

			- Servitude AS1 protection des captages d'eau potable
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Avril 2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Notification du dossier aux PPA
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à		le,	
Nom		Prénom	
Qualité			
Signature			
